tic&société

Vol. 10, N° 2-3 | 2ème semestre 2016 - 1er semestre 2017
Spécial varia

Présentation

Éric GEORGE

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ticetsociete/2230>
DOI : 10.4000/ticetsociete.2230

Éditeur

Association ARTIC

Édition imprimée

Pagination : 1-8

Référence électronique

Éric GEORGE, « Présentation », *tic&société* [En ligne], Vol. 10, N° 2-3 | 2ème semestre 2016 - 1er semestre 2017, mis en ligne le 30 avril 2017, consulté le 25 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ticetsociete/2230> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ticetsociete.2230>

Licence Creative Commons

Présentation

La revue *tic&société*, créée en 2007, s'est fixée pour projet éditorial de favoriser l'analyse des rapports entre les sociétés et les technologies de l'information et de la communication (TIC), ainsi que l'indique son titre. À la suite de la revue *TIS*, alors disparue dix ans auparavant, elle a repris le principe d'accorder la priorité à des textes qui traitent de problématiques communicationnelles dans le cadre d'une perspective critique, entendue d'un point de vue théorique, méthodologique ou épistémologique. Nous avons alors aussi repris à notre compte une autre caractéristique de la revue *TIS*, à savoir que chaque numéro porterait sur une thématique spécifique prise en charge par un ou une collègue reconnue dans le champ scientifique pour sa connaissance de ce domaine de recherche. En complément, chaque numéro pouvait comprendre également un ou plusieurs textes publiés dans une rubrique « Varia ». En 2015, tout en décidant de maintenir cette même orientation éditoriale au cours des années à venir, il nous a semblé pertinent d'envisager de publier un numéro « Spécial varia ». Deux raisons ont motivé cette décision. La première est que nous recevions de plus en plus de propositions d'articles ne correspondant pas aux appels thématiques; la deuxième est que nous souhaitions ouvrir la revue à la publication de propositions n'entrant pas forcément dans le cadre d'appels prédéterminés.

Voici venu le temps de lire le résultat. Parmi les dix textes qui ont été retenus selon nos critères d'évaluation habituels, nous retrouvons des thèmes majeurs traitant des relations entre TIC et sociétés. Ainsi est-il question des liens amoureux (Rouxel, Huët et Sarraouy), de la pudeur et de la visibilité de soi (Mell), des activités des jeunes en vue de pénétrer le monde du travail (Pélissier), de la démocratie participative, notamment autour du budget qualifié justement de participatif (Minfegue), du développement du média radiophonique (Équoy-Hutin), des transformations dans l'accès au contenu culturel autour de la place prise par la « recommandation » (Farchy, Méadel et Anciaux), des nouvelles formes de financement de la production d'information (Goasdoué), de la prise de parole des immigrés marocains au sujet de ce qui se passe dans leur pays d'origine (Azizi), ou bien encore d'éducation (Béché) et de captation des gestes des artisans à des fins de transmission de leurs savoirs et de leurs savoir-faire (Manitsaris,

Goussios et Glushkova), soit autant de dimensions qui jouent un rôle central dans les formes prises par nos sociétés. Quant aux TIC toujours abordées du point de vue de leurs rapports aux transformations sociétales en cours, de quoi s'agit-il plus concrètement ? Nous-mêmes avons décidé lors du lancement de la revue d'employer cet acronyme « TIC », car il s'avérait plus largement employé que d'autres, et donc susceptible de favoriser un consensus minimal. Dans le cadre de ce numéro, ce vocable renvoie à la fois à la téléphonie mobile (Rouxel, Huët et Sarraouy ; Minfegue) aux réseaux socionumériques, entre autres à Facebook (Mell ; Pélissier), aux sites web et aux applications mobiles (Équoy-Hutin), aux plateformes numériques d'intermédiation (Farchy, Méadel et Anciaux ; Goasdoué), aux blogues (Azizi), à l'ordinateur en tant que tel (Béché) ou dispositifs d'enregistrement des gestes (Manitsaris, Goussios et Glushkova).

Venons-en plus précisément à chacun des textes. Alexandre Rouxel, Romain Huët et Olivier Sarrouy étudient les spécificités des rapports amoureux actuels, notamment médiés par la téléphonie mobile en France. À partir d'une démarche relevant de la phénoménologie, ils examinent les recompositions des régimes relationnels amoureux. Pour ce faire, ils ont travaillé sur un corpus de 4 974 messages instantanés échangés par neuf couples distincts. Ils en concluent notamment que « l'autre se donne toujours dans la présentation d'une absence que seuls des jeux infinis d'interprétation et d'échange donnent à sentir » (Rouxel, Huët et Sarraouy, 2016-2017, p. 36). De plus, les entretiens effectués avec ces couples témoignent qu'il y a chez eux un état permanent de vigilance qui génère nombre d'angoisses. Il est dès lors possible de considérer que ces « machines mélancoliques [...] créent des agencements passionnels, car, en transformant l'intention en intensité, la téléphonie mobile confronte les sujets à des devenirs qui les fondent en lieu et place de leur absence » (*ibid.*).

Toujours sur le thème des liens qui nous unissent, Laurent Mell se demande pour sa part dans quelle mesure le développement des usages des TIC et, plus spécifiquement, des réseaux socionumériques a entraîné des changements dans le rapport que nous entretenons vis-à-vis de la pudeur, toujours en France. Pour ce faire, il aborde donc le thème des pratiques de mise en visibilité de soi sur Facebook et constate que cette mise en visibilité liée au numérique ne s'avère pas une pratique incontrôlée. Ainsi ne déroge-t-elle que marginalement par rapport au moralement acceptable. La préservation de la vie privée conduit les usagers à

Présentation

sélectionner les informations divulguées et à fragmenter ce qu'autrui peut voir. Il ajoute que ces rapports à la pudeur doivent aussi tenir compte de la temporalité. Ainsi, « les pratiques d'actualisation de soi sur les réseaux socionumériques intègrent un processus temporel d'usages comprenant des "phases" de création et de recreation identitaire » (Mell, 2016-2017, p. 58). Il apparaît aussi que, si l'impudeur peut prendre de nouvelles formes liées aux dispositifs communicationnels mobilisés – en l'occurrence Facebook ici –, il demeure toujours aussi difficile de déterminer quand le seuil de cette impudeur est franchi. Envisager de déterminer un seuil s'avère lié à la fois aux acteurs qui sont concernés par les activités communicationnelles et au contexte dans lequel celles-ci ont lieu.

Les réseaux socionumériques sont également au centre du texte suivant. Maud Pélissier constate qu'en France, les pressions sont de plus en plus fortes à la fois de la part des concepteurs des réseaux professionnels, des acteurs du secteur de l'éducation que de ceux du monde professionnel pour inciter les jeunes à se créer une « identité numérique professionnelle ». Cette démarche s'avérerait en effet un facteur susceptible de grandement favoriser leur trajectoire professionnelle. À partir d'une enquête à dominante quantitative effectuée auprès d'un échantillon de jeunes âgés de 16 à 24 ans, l'auteure met en évidence les usages informationnels et communicationnels qui accompagnent leurs choix en matière d'orientation et d'insertion professionnelles afin de voir s'il y a véritablement une stratégie d'élaboration d'une telle identité. Or l'étude de terrain l'a conduite à conclure que ces jeunes n'investissent encore que peu de temps et d'énergie dans cette création d'une « identité numérique professionnelle ». Certes, Facebook constitue pour ces personnes un espace de communication interpersonnelle qui tient une place importante dans leur quotidien ; à l'inverse, les réseaux socionumériques professionnels, comme LinkedIn ou Viadeo, ne les attirent guère. Elle poursuit en émettant deux hypothèses qu'il serait pertinent de développer plus précisément dans le cadre de recherches complémentaires. D'une part, pour une majorité de jeunes, les réseaux socionumériques doivent être considérés avant tout comme relevant d'un univers ludique lié au divertissement. De l'autre, les dispositifs communicationnels tels que LinkedIn ou Viadeo constituent avant tout des outils de mise en relation qui concernent des travailleurs déjà présents sur le marché de l'emploi.

Le texte de Calvin Minfegue déplace quelque peu le point focal puisque les TIC sont ici considérées comme étant des outils au

service de la démocratisation des prises de décision au Cameroun, du « vivre-ensemble ». Comment celles-ci, notamment la téléphonie mobile, peuvent-elles être mobilisées afin de favoriser la participation d'une population la plus vaste possible aux débats sur le budget participatif ? Pour apporter des éléments de réponse à cette interrogation, l'auteur a étudié les pratiques dans quatre communes du pays qui mettent en œuvre ce budget participatif et qui, pour ce faire, emploient la téléphonie mobile. Il constate tout d'abord qu'il est difficile de conclure à des enseignements généralisables, tant les contextes s'avèrent différents. Il remarque également que les usages des TIC peuvent être détournés, notamment par les dirigeants politiques locaux, afin de servir leurs propres intérêts. Ce qui était au départ abordé par l'auteur comme un outil au service d'un renforcement de la démocratie s'avère finalement détourné à des fins de gestion de l'opinion publique par les dirigeants politiques. Autrement dit, si les pratiques étudiées permettent d'envisager en effet de nouvelles formes d'engagement citoyen, elles contribuent donc également à renforcer les titulaires du pouvoir. Par conséquent, nous dit Calvin Minfegue, il y a là « nécessité d'observer ces formes nouvelles de pratiques politiques sur un temps long » (Minfegue, 2016-2017, p. 125). Cela semble en effet fondamental afin de voir quels vont être les résultats à long terme de cette participation à la vie politique reposant sur l'utilisation des TIC.

Les deux textes sélectionnés ensuite sont consacrés aux transformations des industries culturelles en lien avec le développement des TIC. Séverine Equoy Hutin s'intéresse aux prolongements des radios sur le web en nous proposant de sortir de la logique du flux au profit d'une logique de stock et d'un accès délinéarisé au contenu. Grâce aux modalités mises en place dans le cadre du web dit « 2.0 », il y a, nous dit-elle, fragmentation des contenus, d'une part, et agrégation de ces mêmes contenus de l'autre. Cette remédiation implique de nouvelles formes d'écritures, de nouvelles modalités de perception, de consommation et une nouvelle relation au média. Cela dit, la situation est quelque peu particulière dans le cas des stations musicales auxquelles elle s'intéresse spécifiquement, car celles-ci comprennent peu de paroles et d'interactions. De plus, elles subissent de plus en plus la compétition des nouvelles plateformes numériques, dont Deezer et Spotify constituent des figures notables. Elle montre ainsi, à partir du cas de la station française *Nostalgie*, que ses prolongements numériques (application mobile et site web) mettent en œuvre de nouveaux moyens d'entrer en contact avec la musique. Elle constate dès lors le déploiement de deux régimes de

Présentation

consommation : « un régime d'interactivité plus balisé à visée de consommation sonore personnalisée et instantanée pour l'application mobile et un régime d'interactivité à visée encyclopédique pour le site internet » (Equoy-Hutin, 2016-2017, p. 162) avant de noter à la toute fin : « [les] lieux numériques d'une radio comme *Nostalgie* peuvent à ce titre être considérés comme étant des sémiothèques complémentaires, à la fois repères et repaires pour l'auditeur attaché à la musique de variétés des années 1970 à 1990 » (Equoy-Hutin, 2016-2017, p. 164).

Joëlle Farchy, Cécile Méadel, Arnaud Anciaux se demandent de leur côté comment sont choisis les biens et les services dans un univers d'abondance informationnelle où l'attention du consommateur constitue une ressource rare face à une offre pléthorique. Pour ce faire, ils analysent les dispositifs visant à orienter l'internaute au sein d'une offre audiovisuelle surabondante en distinguant ceux qui s'appuient sur les jugements et ceux fondés sur l'analyse des comportements. Ils constatent à cette occasion que les recommandations personnalisées, fondées sur l'analyse détaillée des comportements des internautes, se révèlent d'une efficacité redoutable et que, de ce fait, elles occupent une place de plus en plus centrale dans les choix culturels. Ils concluent que « le problème le plus important posé par la recommandation algorithmique semble [...] lié à l'absence de savoir-faire et à la perte de la relation client que ce nouvel outil induit pour les acteurs impliqués dans la mise à disposition de contenus » (Farchy, Méadel et Anciaux, 2016-2017, p. 195). De nouveaux défis sont donc posés aux acteurs traditionnels des industries du contenu, telles que les chaînes de télévision et les journaux. La recommandation personnalisée algorithmique, en particulier, entraîne d'importantes transformations des modèles économiques, des restructurations des marchés et des renouvellements des métiers qui tendent à favoriser des entreprises telles que Facebook et Google. La menace sur la diversité culturelle ne pourrait-elle pas venir moins de la toute-puissance des algorithmes que de l'éventuel pouvoir oligopolistique qu'un petit nombre d'acteurs maîtrisant les données de comportements des consommateurs seraient susceptibles de construire ? La question nous apparaît en effet des plus pertinentes.

Nous passons ensuite des industries culturelles à celles de l'information dans le texte de Guillaume Goasdoué. Celui-ci traite du financement participatif (souvent aussi dénommé par le terme anglais *crowdfunding* qui renvoie à la notion de « foule ») en

partant d'une première initiative à visée journalistique qui date de la fin de l'année 2010 en France, à savoir un projet de web documentaire (*Paroles de conflits*) qui a alors lancé une campagne de financement participatif et obtenu 18 000 euros. L'auteur du texte se pose les deux questions suivantes. Comment le capital (symbolique, social) accumulé par les porteurs de projet favorise-t-il l'ampleur et l'issue des collectes ? De quelles manières la dimension sociale du mécanisme est-elle exploitée par ce type de procédé de collecte de fonds ? Pour ce faire, il commence par rappeler que, dans le secteur du journalisme, le financement participatif renvoie à quatre types de demandes : le sauvetage d'un support, la diversification des contenus, la création de nouveaux contenus, les projets ponctuels. Il aborde ensuite une quinzaine d'initiatives, l'analyse permettant de dire que ce système tend finalement à « favoriser les agents déjà dominants du champ de l'information » (Goasdoué, 2016-2017, p. 224). Il y voit aussi une « invitation à (re)discuter du rôle des instances gouvernementales dans le financement des secteurs médiatiques et culturels, secteurs marchands pas comme les autres » (Goasdoué, 2016-2017, p. 224). Le financement participatif constitue-t-il vraiment une source supplémentaire de revenus ? Ou pourrait-il être envisagé comme un moyen de pallier une éventuelle diminution du rôle des États dans le cadre de politiques néolibérales d'austérité ?

Changement de domaine de recherche avec l'article proposé par Asmaa Azizi. Cette dernière se fixe pour but d'étudier des stratégies mises en place par certains immigrés marocains afin de faire entendre leurs voix auprès de leurs compatriotes restés au pays et des responsables politiques de celui-ci. L'article porte plus spécifiquement sur les appropriations des plateformes de blogues à des fins politiques. La méthodologie mobilisée repose principalement sur l'analyse de discours, l'entretien compréhensif et l'étude de l'énonciation dans ses deux versants éditorial et linguistique. Tout en prenant en compte les contextes politico-médiatiques dans lesquels ces pratiques prennent forme, Asmaa Azizi étudie les phénomènes qui président à la construction du sens politique de ces blogues (stratégies narratives, argumentation, thématiques, etc.) ainsi que le profil des instigateurs de ces espaces. Elle constate alors qu'à travers la pratique de l'écriture, les immigrés entretiennent un lien avec leur pays d'origine. Leur position d'observateur extérieur leur permettrait même de prendre du recul par rapport à leurs compatriotes restés sur place. Ces mêmes personnes voient aussi dans leurs gestes une psychothérapie. L'écriture serait même avant tout destinée à eux-

Présentation

mêmes. Elle témoigne en tout cas du refus de certains immigrés de rester cantonnés dans le statut de « citoyens de l'étranger », autrement dit de « citoyens de seconde zone ». Toutefois, ces écrits demeurent avant tout du registre symbolique et n'ont aucune portée politique, du moins directe, sommes-nous tentés d'ajouter.

Le texte suivant porte sur un thème qui s'avère tout à fait intéressant à aborder à la suite des articles précédents, à savoir celui de l'appropriation de l'ordinateur connecté à l'Internet par des élèves de Yaoundé au Cameroun à travers l'analyse des usages qu'ils en font et des représentations sociales qui sont les leurs. Emmanuel Béché nous précise tout d'abord que cette démarche, qui participe au renouvellement des regards sur l'insertion sociale des TIC, s'inscrit dans un double cadre théorique, l'approche de l'appropriation sociale des dispositifs communicationnels d'une part et celle des représentations sociales de l'autre, tout en utilisant deux principaux outils de collecte des données, soit l'entretien et l'observation directe. L'analyse des usages permet notamment de mettre l'accent sur l'importance du contexte dans lequel ceux-ci prennent place et sur le rôle central des élèves dans le processus même. Quant aux représentations sociales, elles permettent de mettre en évidence les avis concernant le dispositif communicationnel utilisé. L'auteur en tire un enseignement d'ordre théorique, à savoir le fait qu'aborder de façon concomitante des usages et des représentations s'avère très fructueux et permet d'envisager la dimension dynamique des processus à l'œuvre.

Enfin, ce numéro s'achève sur un texte de Sotiris Manitsaris, Dimitris Goussios et Alina Glushkova quelque peu aux marges de ce que nous publions habituellement. Celui-ci vise essentiellement à présenter un nouveau dispositif technique susceptible, d'une part, de « mettre en boîte » les savoirs et les savoir-faire des artisans et, d'autre part, d'ainsi faciliter la transmission de ces connaissances accumulées à de nouvelles générations, sans qu'il n'y ait de coprésence. Axé sur la présentation de ce nouveau dispositif, de même que sur des tests effectués sur des pratiques artisanales dans deux régions de France et de Grèce, l'article se situe par conséquent aux frontières des sciences humaines et sociales. La problématique n'en est pas moins pertinente, car il s'agit bien d'envisager de nouvelles façons de transmettre un patrimoine culturel immatériel qui traditionnellement, fruit de savoir-faire de haute technicité, a été constitué et transmis au fil des siècles au

Éric GEORGE

sein des communautés locales grâce à l'intelligence du geste associée à la créativité de l'esprit humain. Paradoxe toutefois, en voulant décomposer de façon systématique le geste de l'artisan, n'a-t-on pas tendance, ici, à utiliser la technique afin de « réduire » justement le savoir et le savoir-faire artisanal sur le même modèle qu'un certain Taylor lorsqu'il a inventé « l'organisation scientifique du travail » à partir de la décomposition tout aussi systématique des gestes de l'ouvrier à l'usine ? Il venait de penser ce qui a ensuite été appelé le « taylorisme ».

Voilà pour ce « Spécial varia ». L'aventure continue avec la publication dans quelques mois d'un numéro sur « l'éducation critique aux médias à l'épreuve du numérique », qui sera suivi d'un autre numéro consacré aux « communs numériques et aux communs de la connaissance ». D'ici là, vous pouvez toujours nous envoyer des textes pour la rubrique « Varia ». Par ailleurs, à l'occasion de ses dix ans, *tic&société* va adopter la plateforme d'édition OJS. Nous aurons l'occasion de vous en reparler dans les numéros à venir.